



Quand les fermetures de services financent le paquebot de Bercy

Depuis des années, le même discours nous est servi.

Il faut économiser.

Il faut fermer des services.

Il faut regrouper les équipes.

Il faut densifier les bureaux.

Il faut réduire les effectifs.

Il faut accueillir davantage d'utilisateurs avec toujours moins de moyens.

Pour les agents du réseau, il n'y aurait jamais d'argent. En revanche, lorsqu'il s'agit de rénover les bâtiments de Bercy, les millions semblent soudainement disponibles.

Présenté au départ comme un chantier d'environ **100 millions**, le projet de rénovation du ministère a rapidement changé de dimension. Les estimations communiquées atteignent désormais plusieurs centaines de millions d'euros et de nombreuses interrogations circulent sur un coût final qui pourrait avoisiner **500 à 700 millions d'euros**.

A ce niveau, on ne parle plus de rénovation. On parle d'un chantier pharaonique.

Pendant que l'administration centrale prépare son « Bercy de demain », les agents du réseau vivent déjà celui d'aujourd'hui : restructurations permanentes, suppressions de postes, fermetures de services, abandon progressif de la proximité avec les usagers et dégradation continue des conditions de travail.

Le contraste est saisissant. D'un côté, on explique qu'il faut réduire les dépenses publiques. De l'autre, plusieurs centaines de millions d'euros seraient consacrés à la rénovation du siège du ministère.

La question est simple : **qui paiera la facture ?**

Pour la CGT FIP 93 chacun comprend que les économies réalisées depuis des années sur le dos du réseau ne sont pas étrangères à la capacité de financer un tel projet. Chaque fermeture de service, chaque implantation abandonnée, chaque bureau densifié, chaque emploi supprimé permet de dégager des marges budgétaires. Pendant que les agents en subissent les conséquences, le ministère répare un investissement immobilier d'une ampleur exceptionnelle.

Cette politique est inacceptable. On demande toujours les efforts aux mêmes :

- Aux collègues qui changent d'affectation parce que leur service ferme ;
- À ceux qui travaillent dans des bureaux surchargés ;
- À ceux qui voient les missions s'accumuler sans renfort ;
- À ceux qui doivent expliquer aux usagers pourquoi leur accueil de proximité disparaît.

Pour rappel, la DDFIP93 s'apprête à quitter totalement quatre communes du département dans le cadre du NRP 2. Les économies ne tombent pas du ciel. Elles ont un visage. Celui des milliers d'agents qui assurent chaque jour les missions du service public malgré des moyens toujours plus contraignants.

Nous ne contestons pas la nécessité d'entretenir le patrimoine immobilier de l'État. Personne ne demande de laisser les bâtiments se dégrader. En revanche, nous refusons qu'au nom de la modernisation de Bercy, on poursuive une politique qui affaiblit le réseau, éloigne le service public des citoyens et dégrade les conditions de travail des agents.

Avant de consacrer plusieurs centaines de millions d'euros à rénover le « paquebot » de Bercy, le ministère devrait répondre à une autre urgence : **redonner des moyens au réseau qui fait vivre le service public fiscal au quotidien.**

Parce qu'il est toujours plus facile de couper un ruban à Paris que de maintenir un service ouvert en territoire.

Parce qu'il est toujours plus facile d'investir dans le béton que dans les femmes et les hommes qui font fonctionner notre administration.

Nous exigeons la transparence complète sur le coût réel de cette opération, son calendrier, son financement et les économies qui seront exigées des services pour la rendre possible. Le service public mérite mieux qu'un ministère flambant neuf construit sur les sacrifices de son réseau.